



DECISION N° 2016/109

TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES

Service émetteur : Education Jeunesse

Accusé de réception

Reçu le 11 JUIL. 2016

Le Maire de Millau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu le Code de l'Education,

Vu le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/036 en date du 24 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire,

Vu les délibérations du conseil municipal n°121 du 3 juillet 2014 et n°150 du 2 juillet 2015 sur la réforme des rythmes scolaires dans les écoles publiques primaires,

Considérant la possibilité pour la commune d'organiser le temps périscolaire,

Considérant la proposition de **Monsieur PIRLOT Denis** dont l'objet social est **de promouvoir l'enseignement culturel** d'intervenir au cours de l'année scolaire 2016/2017 dans les écoles publiques,

Considérant l'avis des conseils d'écoles des écoles publiques,

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention cadre ainsi que les avenants à suivre avec **Monsieur PIRLOT Denis** domicilié 8 avenue de verdun 12100 MILLAU décrivant et précisant les termes de son intervention dans les écoles publiques pendant l'année scolaire 2016-2017.

Article 2 :

La durée de la convention et de ses avenants ne peut pas excéder l'année scolaire 2016/2017 soit du 1 septembre 2016 au 7 juillet 2017.

Article 3 :

Le prix horaire de la prestation est de 26 € / heure toutes charges et taxes comprises

Imputation budgétaire (TS = 133, F = 255, N = 6228).

Article 4 :

La présente décision fera l'objet d'une information à l'Assemblée Délibérante lors de sa plus proche réunion elle sera publiée et insérée au registre du conseil municipal et ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Millau.

Article 5 :

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 6 :

La Directrice Générale des Services Municipaux et Madame le Trésorier Principal sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Millau, le 1^{er} Juillet 2016.

Par délégation du Conseil municipal

Le Maire,



Christophe SAINT-PIERRE



DECISION N° 2016/110

TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES

Service émetteur : Education Jeunesse

Accusé de réception

Reçu le 11 JUIL. 2016

Le Maire de Millau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu le Code de l'Education,

Vu le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/036 en date du 24 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire,

Vu les délibérations du conseil municipal n°121 du 3 juillet 2014 et n°150 du 2 juillet 2015 sur la réforme des rythmes scolaires dans les écoles publiques primaires,

Considérant la possibilité pour la commune d'organiser le temps périscolaire,

Considérant la proposition de **Mme RODIER Violette** dont l'objet social est de promouvoir la lecture de contes et la création de ballons d'intervenir au cours de l'année scolaire 2016/2017 dans les écoles publiques,

Considérant l'avis des conseils d'écoles des écoles publiques,

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention cadre ainsi que les avenants à suivre avec **Mme RODIER Violette** domiciliée le St Jean Bât B – 10 rue St Jean - 12100 MILLAU décrivant et précisant les termes de son intervention dans les écoles publiques pendant l'année scolaire 2016-2017.

Article 2 :

La durée de la convention et de ses avenants ne peut pas excéder l'année scolaire 2016/2017 soit du 1 septembre 2016 au 7 juillet 2017.

Article 3 :

Le prix horaire de la prestation est de 26 € / heure toutes charges et taxes comprises

Imputation budgétaire (TS = 133, F = 255, N = 6228).

Article 4 :

La présente décision fera l'objet d'une information à l'Assemblée Délibérante lors de sa plus proche réunion elle sera publiée et insérée au registre du conseil municipal et ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Millau.

Article 5 :

Conformément à l'article R.421-5 du code de justice administrative, la présente décision pourra être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 6 :

La Directrice Générale des Services Municipaux et Madame le Trésorier Principal sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Millau, le 1^{er} Juillet 2016.

Par délégation du Conseil municipal

Le Maire,



Christophe SAINT-PIERRE



DECISION N° 2016/111

TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES

Service émetteur : Education Jeunesse

Le Maire de Millau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu le Code de l'Education,

Vu le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

Vu la délibération du conseil municipal n°2014/036 en date du 24 avril 2014 portant délégation du conseil municipal au maire,

Vu les délibérations du conseil municipal n°121 du 3 juillet 2014 et n°150 du 2 juillet 2015 sur la réforme des rythmes scolaires dans les écoles publiques primaires,

Considérant la possibilité pour la commune d'organiser le temps périscolaire,

Considérant la proposition de **Mme SALES Marina** dont l'objet social est **de promouvoir la danse et le fitness** d'intervenir au cours de l'année scolaire 2016/2017 dans les écoles publiques,

Considérant l'avis des conseils d'écoles des écoles publiques,

Accusé de réception

Reçu le 18 JUIL. 2016

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention cadre ainsi que les avenants à suivre avec **Mme SALES Marina** domiciliée 5 bd St Antoine 12100 MILLAU décrivant et précisant les termes de son intervention dans les écoles publiques pendant l'année scolaire 2016-2017.

Article 2 :

La durée de la convention et de ses avenants ne peut pas excéder l'année scolaire 2016/2017 soit du 1 septembre 2016 au 7 juillet 2017.

Article 3 :